

Le COM-2 en marche



Gel des salaires, réduction des piges, moins de CDD et un plan de suppressions d'emploi pouvant toucher toutes les catégories de personnel – telles sont les premières mesures annoncées par le PDG dans le cadre du nouveau Contrat d'objectifs et de moyens 2009-2013 (COM-2).

Pierre Louette détaille ces décisions dans une note adressée aux directeurs et aux contrôleurs de gestion, datée du 19 février et intitulée « **mesures d'économies 2009** ».

Moins d'un mois après avoir signé les « *engagements de l'AFP* » vis-à-vis de l'Etat - engagements définis sur la base d'hypothèses aléatoires et déjà largement dépassées au moment de leur signature -, le PDG prétexte de la crise économique pour tenter de justifier **des mesures qui étaient programmées et prévisibles depuis plus d'un an.**

Où va l'AFP ?

Venez en discuter avec les candidat-e-s SUD pour le Comité d'entreprise et les Délégués du personnel, **le jeudi 5 mars à 13h00**, salle syndicale du 1^{er} étage (en face du CE).

Selon le PDG, la direction prévoit d'ores et déjà un écart négatif de 2,4 millions d'euros au budget 2009, qui risquerait de « *se dégrader jusqu'à atteindre ou dépasser les 5 millions* », en raison de « *l'impact de la crise mondiale sur nos recettes 2009 dans le monde entier et en particulier en France, où la crise économique générale se*

double d'une crise de nos relations commerciales avec la PQR » (presse quotidienne régionale).

« Mesures touchant aux frais de personnel »

Gel des salaires

« *S'agissant des personnels sous statut siège, nous avons suivi les préconisations du SPQN* » (patronat de la presse nationale) « *et gelé pour le moment toute augmentation générale* », explique le PDG, avant d'ajouter : « *Nous verrons en cours d'année si cette mesure doit être prorogée.* »
« *Je maintiens en revanche, pour les personnels sous statut siège, le doublement annoncé de l'enveloppe budgétaire "Primes et Promotions 2009"* ».

Suppressions d'emplois

« *Nous serons sans doute amenés à envisager un nouveau plan de départs, sur la base du volontariat, qui pourrait concerner toutes les catégories professionnelles* ».

Moins de CDD

« *Je vous demande de ne pas remplacer systématiquement les absences temporaires : sauf exception, ne pas remplacer les absences de 15 jours ou moins.* »

Moins de piges

« *Nous invitons les directions concernées à réduire les dépenses dans ce domaine, particulièrement dans certains secteurs comme le sport, où*

des solutions d'achat de données ont été mises en place ».

Moins de frais de mission et d'investissements

« *Les frais de mission doivent être réduits de 10% par rapport aux montants budgétés, pour toutes les catégories de personnel.* »

« *Même consigne en ce qui concerne les invitations hors missions, dont le budget est réduit de 10%* ».

« *Hors les investissements 4XML, ATOC et SIRH, nous réduisons de 20% le montant des investissements "courants" prévus sur 2009.* »

« *On recherchera enfin par tous les moyens de nouvelles économies sur nos frais de téléphonie.* »

La crise a bon dos

Dans un document distinct, la direction a déjà laissé entendre que d'autres mesures, concernant les **salariés à statut local**, pourraient suivre. Et ce n'est qu'un début. En effet, toutes ces annonces ne sont ni le résultat direct de la crise économique mondiale ni celui de la révolution technologique multimédia ; elles sont la conséquence des **décisions politiques** prises par le gouvernement et acceptées par le PDG lorsqu'il a signé le **COM-2**. Car sous prétexte de « *moderniser* » l'Etat, Nicolas Sarkozy a engagé

une vaste opération de remise en cause idéologique de tout ce qui a été réalisé sur la base du programme du Conseil national de la Résistance. Cela se traduit par le désengagement de l'Etat, par les privatisations et par la casse des services publics, de l'audiovisuel public et de l'AFP, notamment via la **RGPP**, la « Révision générale des politiques publiques ».

Dès septembre 2007, SUD a mis en garde contre les méthodes de la RGPP, qui ne manqueraient pas d'être appliquées à l'AFP (cf. encadré).

- SUD a dit au PDG que le gouvernement allait lui demander de renoncer au rachat du siège. Désormais, l'éventualité d'un déménagement du siège est inscrite dans le COM-2.
- SUD s'est opposé au « plan province », arguant que le réseau province risquait d'être progressivement démantelé. C'est désormais inscrit dans le COM-2.
- SUD a milité pour que le COM-2 soit assorti d'une « **charte sociale** » afin de garantir le maintien du pouvoir d'achat et de l'emploi et résorber la précarité.

Bien avant la crise financière, nous avons dit et redit que le COM-2 n'allait être rien d'autre qu'un **plan de casse de l'AFP, accompagné d'attaques sur les droits sociaux des salariés.**

Refusons de payer leur crise !

Aujourd'hui, des milliards d'euros d'argent public, notre argent, sont déversés, sans discuter, pour sauver les banques et les actionnaires, alors qu'il est « impossible » de trouver le moindre sou pour répondre aux besoins sociaux ou assurer un financement pérenne à l'audiovisuel public et à l'AFP.

Désormais, en lisant le texte du COM-2, chacun peut vérifier que l'AFP n'est pas un cas isolé. Nous sommes victimes de la même politique qui touche l'ensemble du pays. Le nier, serait se cacher la réalité et ...se priver d'un formidable atout : celui de la **convergence des luttes.**

Car de nombreux secteurs sont déjà en lutte : grève générale aux Antilles, chercheurs en grève, mobilisation dans le secteur hospitalier, la Poste, l'Education nationale...

Le 29 janvier, l'Intersyndicale était dans la manifestation parisienne avec la banderole « **SOS-AFP** ». Un bon début. Amplifions la mobilisation. Construisons l'unité des personnels de l'AFP et l'unité avec les autres secteurs en lutte.

Refusons la casse de l'AFP, les suppressions d'emploi, le gel des salaires, la précarité.

Le 19 mars, tous en grève, tous dans la rue !



Ce que SUD écrivait en septembre 2007 :

Selon le « guide méthodologique » de la RGPP (...) il s'agit « de s'interroger face à chaque dépense publique, pour la réorganiser de façon méthodique et intelligente et pour la rendre plus productive et plus efficace ».

Première question énoncée : « La politique peut-elle être assurée plus efficacement par d'autres acteurs ou sous d'autres formes ? Peut-on décentraliser, externaliser ou déléguer la gestion à un opérateur public ou privé ? Est-ce à l'Etat de conduire cette politique ? A quel niveau ? Avec quelles coopérations et articulations avec d'autres acteurs publics ou privés ? »

Appliqué à l'AFP ou à certaines de ses activités, chacun peut s'imaginer ce que cela signifierait.

Cependant, est-ce que l'AFP est directement concernée ? (...)

Pour l'AFP, les abonnements de l'Etat représentent plus de 40% des revenus ; il ne s'agit donc pas d'un financement majoritairement public. Toutefois, le rôle traditionnel de l'Etat (statut de l'AFP), conforté par la politique du COM, ne laisse guère de doute : l'Elysée appliquera à l'AFP les mêmes recettes qu'à l'ensemble des opérateurs publics explicitement concernés par la RGPP.

Paris, le 23 février 2009